

SOMMAIRE :

•Actualités

Gambari rencontre Aung San
Suu Kyi

Hollywood vient en aide aux
Birmans

•Le dossier du mois: les prisonniers politiques

Lancement d'une campagne
mondiale pour la libération
des prisonniers politiques

Actualités — spécial prison-
niers politiques

Présentation de l'AAPPB,
Association d'Assistance aux
Prisonniers Politiques Bir-
mans

L'interview de Bo Kyi, mem-
bre de l'AAPPB

•Evènements

•Chronique littéraire

•Nous soutenir, nous rejoindre

Les Nouvelles de Birmanie

F E V R I E R 2 0 0 9

Edito

Info Birmanie consacre dans son numéro de février des 'Nouvelles de Birmanie' une attention particulière au problème des prisonniers politiques. Le nombre de prisonniers politiques a augmenté de façon drastique depuis 18 mois, et leur libération est au cœur des débats diplomatiques entre la junte et la communauté internationale.

Malgré d'incessants appels de l'ONU au dialogue avec l'opposition, la junte militaire continue de châtier durement les activistes politiques liés au mouvement démocrate. Au mois de novembre dernier, pas moins de 215 activistes ont été condamnés à des sentences excédant pour la plupart le demi-siècle. Une tendance lourde ces dernières années : depuis 2003, avec la condamnation à 106 ans de prison d'un leader shan, le recours abusif aux tribunaux pour mettre à mal la dissidence est devenu la grande stratégie du régime. Le système judiciaire est désormais utilisé comme outil de répression.

L'année 2009 doit être celle de la libération de tous les prisonniers politiques birmans. Plus de 250 organisations de soutien aux démocrates birmans comme Info Birmanie se sont donc unies pour lancer ce mois-ci une campagne mondiale appelant les citoyens du monde entier à exiger la libération des prisonniers politiques birmans.

La campagne « *Libération de tous les prisonniers politiques en Birmanie : agissons maintenant !* » nous permettra à tous, organisations militantes et citoyens engagés, de demander à l'ONU et en particulier à son Secrétaire général, M. Ban Ki-moon, de tout mettre en œuvre pour obtenir la libération d'Aung San Suu Kyi, de Min Ko Naing et des 2130 autres prisonniers politiques.

Citoyens d'un pays libre, votre voix compte. « Usez de votre liberté pour promouvoir la nôtre » avait coutume de rappeler Aung San Suu Kyi, lors d'un bref moment de liberté en 2002. Alors rejoignez cet élan mondial de solidarité envers les prisonniers politiques birmans, et signez notre pétition !

Bonne lecture,

L'équipe d'Info Birmanie

Politique

La LND s'oppose aux déclarations de Gambari et du Japon

Une déclaration co-signée par Ibrahim Gambari et le ministre japonais des affaires étrangères, dans laquelle ils déclaraient encourager la junte birmane à tenir des élections générales en 2010, a été fortement critiquée par la Ligue Nationale pour la Démocratie. Le parti pro-démocratique a publié deux déclarations pour signifier publiquement sa préoccupation face au discours tenu par l'émissaire onusien.

En effet, cette déclaration ne tient absolument pas compte des demandes de la LND ainsi que des résolutions de l'Assemblée générale de l'ONU qui invitent à honorer les résultats de 1990. Pour la LND, les priorités sont la libération des prisonniers politiques, ainsi que la révision de la constitution : deux pré-conditions indispensables avant d'entamer un dialogue politique avec les militaires.

Ce n'est pas la première tentative de Gambari de 'forcer la main' à la LND en incitant ses leaders à participer aux élections, une attitude mal acceptée par les cadres du parti qui jugent que Gambari a outrepassé son rôle de médiateur.

Le Japon applique à l'égard de la Birmanie une politique conservatrice, rejetant les propositions pour mettre la Birmanie à l'agenda du Conseil de Sécurité, et s'opposant aux sanctions économiques. Cette volonté de minorer le cas birman tient probablement à la volonté de contrecarrer l'influence de la Chine auprès des généraux birmans, quitte à sacrifier les principes démocratiques.

L'UNA apporte son soutien à la LND et refuse les élections de 2010

L'Alliance des Nationalités Unies (UNA) qui représente politiquement les minorités nationales, a annoncé son soutien à la LND, en appelant à son tour à la libération des prisonniers politiques, au dialogue politique et en déclarant officiellement son opposition aux élections générales de 2010.

Cette déclaration de l'UNA a coïncidé avec le rapport de Gambari au Conseil de Sécurité de l'ONU. L'UNA a notamment demandé à la communauté internationale d'accroître la pression internationale sur le SPDC.

Sommet de l'ASEAN en Thaïlande, en présence du 1^{er} ministre birman

La participation du Myanmar a été confirmée pour le prochain sommet de l'Association des nations d'Asie du Sud-Est (ASEAN). Le Premier ministre birman Thein Sein a donc fait le déplacement en Thaïlande, où s'est tenu le sommet asiatique du 27 février au 1^{er} mars.

En parallèle, la France a nommé un ambassadeur auprès de l'ASEAN. « La désignation d'un ambassadeur auprès de l'ASEAN souligne notre intérêt pour l'Asie du Sud-Est et permettra de renforcer les liens politiques et économiques de notre pays avec cet ensemble régional » a déclaré le ministère des affaires étrangères français.

L'ASEAN regroupe la Birmanie, le Brunei, le Cambodge, l'Indonésie, le Laos, la Malaisie, les Philippines, Singapour, la Thaïlande et le Vietnam.

Investissements

Des syndicats américains et des actionnaires poussent Chevron à analyser sa présence en Birmanie

Le 26 février, la Confédération syndicale internationale (CSI) et la Fédération internationale des syndicats de travailleurs de la chimie, de l'énergie, des mines et des industries connexes (ICEM) ont marqué leur soutien à une résolution adoptée par les actionnaires de la compagnie pétrolière nord-américaine Chevron. Celle-ci exige de la société qu'elle fasse un rapport sur les critères d'investissement de Chevron, sur la poursuite ou l'arrêt des activités dans certains pays dont la Birmanie.

Chevron est l'unique société des États-Unis à conserver d'importants avoirs en Birmanie et est partiellement responsable du transfert de plusieurs millions de dollars au régime militaire birman, correspondant au paiement de redevances. Elle soutient également financièrement une association commerciale qui fait pression sur le gouvernement fédéral et le Congrès américains contre l'imposition de sanctions économiques à l'égard de la Birmanie en dépit des violations flagrantes des droits humains que commettent ses dirigeants. Le pays a d'ailleurs été condamné à de multiples reprises par les Nations unies et par l'Organisation internationale du Travail (OIT) pour de nombreuses pratiques abusives, dont des répressions contre les syndicats et le recours constant au travail forcé.

La CSI et l'ICEM encouragent les investisseurs à soutenir la résolution de faire progresser les droits des travailleurs birmans en conformité avec les droits de l'homme, et dans l'intérêt des actionnaires, de protéger la réputation de la compagnie dans laquelle ils investissent. Une résolution identique en 2008 avait obtenu un important soutien de la part des investisseurs. Depuis 2000, le mouvement syndical international, dont la CSI et l'ICEM, exhortent les sociétés à quitter la Birmanie.

Sources: Reuters, Irrawaddy, Mizzima News, Xinhua

Hollywood et la Birmanie

Visite d'Angelina Jolie d'un camp de réfugiés birmans en Thaïlande

Angelina Jolie, Ambassadrice de bonne volonté du HCR (agence de l'ONU en charge des réfugiés), a effectué une visite le 4 février dernier au camp de Ban Mai Nai Soi, qui accueille 18.111 réfugiés birmans enregistrés, principalement de l'ethnie karen, et il est situé à seulement trois kilomètres de la frontière avec la Birmanie, près de Mae Hong Son.



Angelina Jolie a appelé le Gouvernement thaïlandais à accorder une plus grande liberté de mouvement aux réfugiés birmans présents dans le nord de la Thaïlande. Elle a passé une journée à discuter avec des réfugiés qui lui ont expliqué les difficultés auxquelles ils sont confrontés depuis 20 ans passés dans des camps fermés.

Ainsi, une femme âgée de 26 ans, Pan Sein, a indiqué à Angelina Jolie qu'elle avait fui son village situé dans l'Etat Karen en novembre dernier. Elle a effectué un voyage périlleux à pied qui l'a finalement amenée au camp début janvier, après de nombreux détours. « N'avez-vous pas eu peur de quitter vos parents et de venir toute seule ? », a demandé l'actrice au cours de l'échange. « Oui, j'ai eu peur », a répondu Pan Sein. « Il était dangereux de fuir, mais tout aussi dangereux de rester dans mon village. »

Les 111.000 réfugiés enregistrés, qui vivent dans neuf camps au nord de la Thaïlande le long de la frontière avec la Birmanie, ne sont pas autorisés à sortir des camps pour travailler ou pour suivre des études supérieures. Près de 5 000 personnes, arrivées dans la province de Mae Hong Son en 2006 et 2007 (lorsque d'importants combats sont survenus dans l'Etat karen juste de l'autre côté de la frontière) attendent d'obtenir du gouvernement thaï le statut de réfugié, accordé aux personnes fuyant les combats ou la persécution en Birmanie. Durant toute l'année dernière, les gens ont continué à arriver à Ban Mai Nai Soi et dans trois autres camps dans la province, la plupart ayant fui le travail forcé et d'autres formes de violence.

Un généreux don de 500.000 \$ des stars d'Hollywood

Le collectif Not On Our Watch, fondé par George Clooney, Don Cheadle, Matt Damon, Brad Pitt, Jerry Weintraub et David Pressman, a alloué la somme de 500.000 dollars à quatre organisations humanitaires pour venir en aide à la population birmane.

Les fonds permettront de mettre en place un programme de soutien alimentaire à 40.000 familles rohingyas (nord de l'Etat Rakhine), ainsi qu'un programme médical et nutritionnel à destination des réfugiés vivant le long de la frontière birmano-thaïe. Un soutien sera également apporté à des programmes d'éducation, facilitant l'accès à la formation pour les enseignants et offrant des bourses scolaires aux étudiants suivant des études sur la paix, le développement et la réconciliation nationale.

Not On Our Watch avait déjà offert 500.000 \$ l'an passé à des organisations humanitaires pour mettre en place des programmes d'urgence suite au passage du cyclone Nargis, en mai 2008.



Des dizaines de stars américaines offrent leur témoignage de soutien à la Birmanie

Durant l'année 2008, nos collègues américains de US Campaign for Burma ont lancé une campagne originale visant à collecter des témoignages de soutien à la cause birmane des stars américaines de cinéma, de télévision et de la chanson. C'est ainsi que plus de 30 petits clips ont été tournés où tour à tour Eva Longoria Parker, Jennifer Aniston, Jim Carrey, Ellen Page, Will Ferrell, Sylvester Stallone, Sheryl Crow et bien d'autres encore, racontent la situation en Birmanie : la répression de la révolution safran, le drame du cyclone Nargis, et l'odieuse privation de liberté dont est victime Aung San Suu Kyi.

Pour visionner les clips et écouter les messages de soutien, rendez-vous sur :

<http://www.youtube.com/user/uscampaignforburma?ob=1>

Nations unies et Communauté internationale

Visite de l'émissaire Ibrahim Gambari

L'émissaire de l'Onu s'est rendu en Birmanie, pour sa 7^{ème} mission dans le pays depuis sa prise de poste en 2006, durant la première semaine de février.

Nous avons noté un fait important et positif : une réunion entre l'émissaire, Aung San Suu Kyi et le comité exécutif de la LND tenue le 2 février. Depuis sa prise de poste, c'est la première fois que Ibrahim Gambari organise une réunion commune avec la leader démocrate et les cadres de son parti. Cette demande était revendiquée par la LND depuis longtemps, au motif que des rencontres en tête à tête avec Aung San Suu Kyi ne rompaient pas l'isolement dont elle est victime. Ibrahim Gambari a probablement lâché cette concession, à la suite du refus d'ASSK de le rencontrer en août dernier.



Cette visite a été pour la LND l'opportunité de rappeler publiquement sa position sur les élections 2010, à savoir qu'elle n'y participerait pas sans une modification substantielle de la constitution et sans la libération des prisonniers politiques. La LND a également insisté sur la nécessité d'un entretien entre Than Shwe, le chef de la junte, et Aung San Suu Kyi.

Ibrahim Gambari n'a pas pu transmettre ce message au généralissime car celui-ci lui a refusé un rendez-vous. C'est la 4^{ème} fois consécutive que l'émissaire de Ban Ki-moon se fait éconduire par le numéro 1. Gambari a dû se contenter de réunions officielles avec le 1^{er} ministre Thein Sein, ainsi que plusieurs ministres subalternes qui n'ont aucun réel pouvoir.

Visite du rapporteur spécial des droits de l'homme

Tomas Ojea Quintana, rapporteur spécial de l'ONU sur la situation des droits de l'homme en Birmanie, a effectué une visite quelques jours après Ibrahim Gambari.



L'opposition s'est légitimement interrogée sur la vision 'partiale' de la situation des droits de l'homme en Birmanie que Monsieur Quintana tirera de son voyage, puisque la quasi-totalité des rendez-vous de Quintana fut avec des représentants officiels du régime birman : ministres, garde des sceaux, organisations pro-junte.

Il en est de même pour les représentants des minorités ethniques, que Quintana a rencontré pour mieux comprendre la délicate situation des minorités ethniques. Le responsable onusien a par exemple rencontré le groupe armé KNU/KNLA Peace Council, qui est une faction dissidente de la Karen National Union, et qui est notoirement connue pour ses multiples abus commis avec l'armée birmane à l'encontre des populations civiles karen, mais n'a – à notre connaissance – pas eu de rencontre avec les dirigeants karen légitimes de la Karen National Union (KNU).

L'opposition démocrate a également fait part de sa préoccupation par la voix de Nyan Win, porte-parole de la LND, qui a déclaré que Quintana n'avait pas été en mesure de rencontrer des responsables du parti d'Aung San Suu Kyi.

Malgré les terribles condamnations prononcées en novembre à l'encontre de centaines d'activistes, M. Quintana a réussi à trouver certains « signes positifs » depuis sa précédente visite en août 2008. Il a néanmoins admis qu'« il était difficile d'affirmer que la situation des droits humains s'était améliorée ».

Info Birmanie appelle le rapporteur spécial à tout mettre en œuvre pour que sa prochaine visite soit plus équilibrée et qu'il lui soit possible de rencontrer toutes les composantes de la société birmane, et non pas uniquement les officiels du régime et les représentants des organisations pro-gouvernementales, sans quoi la pertinence et l'utilité de telles visites seraient remises en cause.

Le dossier du mois:

Les prisonniers politiques

Lancement d'une campagne mondiale pour la libération des prisonniers politiques

Comme nous vous l'avons annoncé dans l'édito, une campagne pour la libération de tous les prisonniers politiques birmans va être lancée mi-mars. Cette campagne est essentielle, au vu de la dégradation du contexte en Birmanie : durant les dix-huit derniers mois, le nombre de prisonniers politiques a presque doublé, passant de 1.100 durant l'été 2007 à plus de 2.100 aujourd'hui. En parallèle, les conditions de détention se sont durcies, de nombreux prisonniers politiques se voient refuser le droit aux soins, ou la possibilité de recevoir par leurs familles des colis de nourriture, la seule solution pourtant pour rester en vie en prison.

Deux organisations phares du mouvement sont à l'initiative de cette campagne : le Forum pour la Démocratie en Birmanie (que nous vous avons présenté dans la newsletter de novembre), et l'Association d'Assistance des Prisonniers Politiques – AAPPB. Ces deux organisations birmanes ont imaginé une campagne mondiale, où tous les citoyens du monde pourraient exprimer ensemble leur volonté de changement en Birmanie, et interpeller le n°1 de l'ONU, Monsieur Ban Ki-moon.

La campagne Free Burma's Political Prisoners Now ! aura donc un écho mondial. En France, c'est Info Birmanie qui en est le relais, et nous avons reçu le soutien de Reporters Sans Frontières et de la Fédération Internationale des Ligues des Droits de l'Homme (FIDH), deux organisations françaises de renom, très mobilisées également sur le sort des prisonniers politiques birmans.

Pour plus d'informations, nous vous invitons à vous rendre sur le site Internet d'Info Birmanie, où vous trouverez le texte de pétition et un outil de signature en ligne pour joindre votre nom aux milliers d'autres. Si vous possédez un blog ou un site d'informations et que vous souhaitez relayer la campagne, c'est possible !

AGISSONS ENSEMBLE POUR LA LIBERATION D'AUNG SAN SUU KYI ET DE TOUS LES PRISONNIERS POLITIQUES EN BIRMANIE !

Pour agir avec nous :

www.info-birmanie.org : le site d'Info Birmanie pour signer en ligne la pétition

www.fbppn.net : le site officiel de la campagne Free Burma's Political Prisoners Now ! (en anglais)



Le dossier du mois:

Les prisonniers politiques

Actualités — spécial prisonniers politiques

30 prisonniers politiques libérés

30 prisonniers politiques birmans ont été libérés durant le mois de février, dont 24 dans le cadre d'une opération d'amnistie touchant plus de 6.300 prisonniers birmans, a fait savoir l'Association d'Aide aux Prisonniers Politiques Birmans. La junte a annoncé en grande pompe la libération de prisonniers pour montrer sa mansuétude envers les familles et pour permettre « la participation de ces citoyens aux élections de 2010 ». Ces libérations rappellent celles de septembre 2008, lorsque 9.002 prisonniers avaient été libérés par la junte, une douzaine seulement étant des détenus politiques. Parmi les libérés figure notamment Dr Zaw Myint Maung, député de 1990, et membre de la LND. Plusieurs moines arrêtés en 2003 ont également été libérés.

Des peines de prison réduites pour certains prisonniers politiques

Au moment de la visite dans le pays du rapporteur spécial, plusieurs prisonniers politiques ont vu leur sentence réduite. Une bonne nouvelle pour Zarganar, Zaw Thet Htway, Thant Sin Aung, Gatone, Ma Ei, Yan Naing, Su Su Nway et Nay Phone Latt, dont la plupart avait éclopé de 65 ans de prison lors de la vague de procès fin 2008. Néanmoins ils devront tout de même purger de nombreuses années de prison, entre 8 ans ½ et 35 ans.

Le moine U Arnanda meurt en détention

Le moine U Arnanda, 61 ans, est mort en détention à la Prison de Insein, le 22 janvier dernier, de causes demeurées inconnues. La prison Insein a informé la Police de sa mort, qui a appelé 'l'Association Nationale des Moines', qui est elle-même entrée en contact avec le monastère de Thitsa Tharaphu, ce dernier ayant ensuite transmis l'information à la famille.

Plusieurs autres moines et nonnes détenus en prison souffrent de problèmes de santé dus au manque d'eau et de nourriture, racontent les proches. Près de 15 moines et sœurs arrêtés dans les monastères de North Okkalapa, souffrent de malnutrition ; on leur a en effet interdit les visites familiales, durant lesquelles ils peuvent recevoir de la nourriture et les biens de première nécessité. Au moins 4 d'entre eux ne peuvent même plus marcher.

Une quinzaine de moines et de nonnes du monastère de Thitsa Tharaphu ont été condamnés à quatre ans de prison en août dernier, sur motifs de diffamation de la Sasana [l'ordre monastique] et de distribution de matériel pornographique.

Deux militants de la LND condamnés

Un tribunal a condamné à 15 ans de prison deux responsables de l'opposition, membres de la Ligue Nationale pour la Démocratie. Nyi Bu et Tin Min Htut, en l'absence d'avocats, ont été reconnus coupables après avoir adressé une lettre ouverte aux Nations unies dénonçant le plan en sept points promis par le régime militaire pour rétablir la démocratie. Cette condamnation est intervenue à la veille de la venue de Quintana, le rapporteur de l'ONU.

La junte déclare la guerre aux avocats des activistes birmans en les emprisonnant

Etre avocat sous le régime militaire birman, c'est vivre sous la menace d'une arrestation et d'une incarcération arbitraires. D'autant plus si le combat légal implique les activistes pro-démocratie du pays qui osent résister, prendre la parole et faire partie d'une opposition éternellement accablée. D'autant plus si ceux qui affrontent les charges dans des procès largement politiques ont des liens avec la Ligue Nationale pour la Démocratie (LND), le plus grand parti d'opposition.

Saw Kyaw Kyaw Min fait parti des chanceux, heureusement. Il a réussi à s'enfuir à Mae Sot en décembre pour faire part d'une inquiétante nouvelle forme de pression à l'encontre de sa profession. « Il est difficile pour des activistes pro-démocratie d'avoir un procès impartial en Birmanie » raconte l'homme de 29 ans. « Je n'avais pas le droit de parler en privé avec les prisonniers politiques pour préparer leurs procès. Il y avait toujours des hommes de l'intelligence militaire et de la branche spéciale qui contrôlaient mes discussions avec mes clients. » ajoute Saw Kyaw Kyaw Min, dont l'exercice a largement été voué à aider les activistes politiques de la LND arrêtés pour s'être opposés à la junte. Ce qui a précipité sa fuite en Thaïlande a été l'accusation d'un juge assistant, lors d'un procès où Saw Kyaw Kyaw Min apparaissait, d'être venu avec son collègue défendre trois clients pendant un procès en octobre l'an dernier. « Nos clients ont protesté devant la cour en tournant le dos pour dénoncer les méthodes du procès. », révèle-t-il.

Son collègue, Nyi Nyi Htwe n'a pas eu autant de chance. Ce dernier a été arrêté dans un tea-shop le 29 octobre et purge actuellement une peine de six mois de prison. La même sentence a été prononcée pour Saw Kyaw Kyaw Min en son absence. Depuis, trois autres avocats venus défendre des activistes pro-démocratie ont été emprisonnés. Début février, les autorités ont délivré des mandats d'arrêt contre six avocats ayant défendu des activistes politiques. La junte ne néglige aucune autre stratégie pour priver les figures de l'opposition d'une aide légale pendant leurs procès politiques.

Le dossier du mois:

Les prisonniers politiques

Actualités — spécial prisonniers politiques

Ban Ki-moon pousse à la libération de tous les prisonniers politiques en Birmanie

Le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a appelé lundi les autorités du Myanmar à libérer tous les prisonniers politiques, au lendemain de l'annonce par la junte d'une amnistie pour seulement quelques-uns d'entre eux, dont Mme Aung San Suu Kyi.

M. Ban Ki-moon s'est dit "désireux" de se rendre en visite en Birmanie, a réitéré son appel au retour de la démocratie, et a déclaré être prêt à se rendre dans le pays. « Il existe encore "toute une série de questions" à discuter entre l'ONU et le gouvernement birman avant qu'une telle visite soit possible. » a-t-il dit, en ajoutant que les Nations unies avaient appelé à la démocratie, à la libération des prisonniers politiques et au dialogue entre toutes les parties, et qu'il serait 'décevant' que la junte ne suive pas ces étapes.

« Il est temps pour le Myanmar de saisir l'opportunité d'envisager des signaux positifs » a déclaré Ban Ki-moon.

Les USA demandent la libération de tous les prisonniers politiques birmans

Les Etats-Unis ont également appelé ce mois-ci la junte birmane à libérer tous les prisonniers politiques, notamment le Prix Nobel de la paix Aung San Suu Kyi. "Il est évident que nous saluons la libération de tout prisonnier politique mais nous appelons le régime birman à libérer tous les prisonniers politiques, en particulier Aung San Suu Kyi", a déclaré à la presse un porte-parole du département d'Etat, Robert Wood. Il a émis l'espoir que ces libérations partielles seraient suivies d'autres. "Il faut voir si cela conduit à d'autres libérations", a-t-il dit.

Le Conseil de l'ONU critique la Birmanie et son propre émissaire onusien

La France et la Grande Bretagne ont vendredi dernier fortement critiqué le régime militaire birman pour avoir échoué dans la mise en place de réformes démocratiques et la libération des prisonniers politiques, malgré l'annonce par le gouvernement d'amnistier 6.000 prisonniers. L'ambassadeur français auprès des Nations Unies, Jean-Maurice Ripert, a qualifié de « très maigres et décevantes » les avancées obtenues par Gambari après son déplacement dans le pays.

Les Nations unies ont exigé de la junte qu'elle mette en œuvre une réforme démocratique et qu'elle atteigne les objectifs fixés : la libération de Aung San Suu Kyi et de tous les prisonniers politiques, la réconciliation nationale et la mise en place d'élections démocratiques.

Ripert a ajouté que Gambari n'avait reçu aucune promesse sérieuse de la part de la junte en ce qui concerne ces objectifs définis par la communauté internationale.

De même, l'ambassadeur britannique John Sawers a déclaré aux journalistes : « Nous regrettons qu'il n'y ait pas eu de réels progrès. En réalité, la situation va plutôt à reculons ».

Le président de l'Assemblée générale des Nations unies appelle au dialogue en Birmanie.

Le président de l'Assemblée Générale des Nations unies, Miguel D'Escoto Brockmann, a exhorté la junte militaire de Birmanie et les dirigeants de l'opposition démocrate à entamer immédiatement un dialogue substantif sans condition préalable. « Le président se joint aussi au Secrétaire général des Nations unies Ban Ki-moon en appelant à la fois le gouvernement birman et l'opposition à reprendre un dialogue substantif sans condition préalable et sans plus attendre » indique une déclaration du bureau de Brockmann.

Celle-ci est arrivée à la veille de consultations cruciales du Conseil de Sécurité des Nations unies sur la Birmanie. La déclaration de Brockmann réaffirme aussi l'engagement continu de l'Assemblée générale sur la Birmanie et ses efforts pour promouvoir la réconciliation nationale, la démocratie et le respect des droits de l'Homme dans le pays, tels que mandatés dans ses résolutions.

Réitérant son soutien à la mission de bons offices du Secrétaire Général et de son envoyé spécial, Brockmann note aussi le rôle important joué par les pays voisins, parmi lesquels les membres de l'Association des Nations de l'Asie du Sud-Est, tout comme par les pays appartenant au Groupe des Amis du Myanmar.

Sources: The Irrawaddy, Democratic Voice of Burma, Inter Press Service, Agence France Presse, Deutsche Press Agentur

Le dossier du mois:

Les prisonniers politiques

L'Interview du mois: Bo Kyi, de l'AAPPB



Bo Kyi est l'un des co-fondateurs de l'AAPPB, l'Association d'Assistance des Prisonniers Politiques, qui est basée à Mae Sot, en Thaïlande. Ancien prisonnier politique, il a passé au total plus de 7 ans en prison en raison de ses activités politiques.

Lors de ses deux séjours en prison dans les années 90, il a subi des interrogatoires à répétition, qui se sont souvent accompagnés de coups, de mises aux fers, et de torture. C'est en prison que Bo Kyi a appris à lire et écrire l'anglais, en cachant son matériel éducatif à chaque passage de gardes.

Quels sont les objectifs principaux de l'Association d'Assistance aux Prisonniers Politiques Birmans?

Nos objectifs sont les suivants :

1. rendre compte de l'oppression du régime militaire sur les prisonniers politiques qui sont actuellement détenus dans différentes prisons.
2. Encourager les gouvernements et les organisations à faire augmenter la pression sur le régime militaire birman, afin d'éviter des persécutions futures aux prisonniers politiques
3. Garantir les droits humains fondamentaux et les droits des prisonniers politiques incarcérés, et leur fournir une assistance basique en termes de nourriture et de médicaments.
4. Protéger les prisonniers politiques une fois libérés du harcèlement et de l'intimidation par le régime militaire, lorsqu'ils cherchent un emploi, veulent reprendre leurs études, se rassembler avec des amis et des collègues, et en particulier les protéger de la persécution s'ils reprennent leur activités politiques.
5. Aider les anciens prisonniers politiques à reconstruire leurs vies, et leur santé physique et mentale.

Sur quels critères qualifie-t-on un prisonnier de prisonnier politique ?

Un prisonnier politique est quelqu'un qui est arrêté en raison de ses activités politiques ou sociales, ou en raison de revendications pour le respect des droits politiques, sociaux, religieux, les droits des travailleurs... Il peut s'agir donc de syndicalistes, d'opposants politiques, de citoyens qui s'organisent pour dénoncer l'oppression économique ou religieuse qu'ils subissent. Les prisonniers politiques sont tous les citoyens qui ont défendu leurs droits ou ceux de leurs concitoyens, et qui sont emprisonnés sans avoir commis ni délit ni crime.

Comment arrivez-vous à suivre aussi précisément la situation des prisonniers politiques : arrestations, transferts...

Nous possédons nos propres sources d'informations à l'intérieur de la Birmanie et c'est par ces personnes que nous obtenons une grande quantité d'information. Par ailleurs, nous rassemblons des données fournies par la radio ou Internet sur les prisonniers politiques et la situation au sein des prisons. Nous avons un service de documentation et de recherche qui s'occupe exclusivement de la collecte de ces informations, et il y parvient de façon plutôt satisfaisante.

(suite de l'interview page suivante)

Le dossier du mois:

Les prisonniers politiques

L'Interview du mois: Bo Kyi, de l'AAPPB (suite)

Expliquez-nous plus en détail pourquoi vous avez lancé la campagne « Libération de Tous les Prisonniers Politiques en Birmanie : Agissons Maintenant »

Le désespoir du peuple birman, ainsi que les manières brutales du régime de mettre au silence toute l'opposition politique, étaient déjà connus de la communauté internationale, après le grand soulèvement populaire de 1988. Lorsque le peuple est à nouveau descendu dans les rues en septembre 2007 et que le régime a à nouveau étouffé avec une violence inouïe ses aspirations au changement, les gouvernements de par le monde ainsi que les différentes agences de l'ONU ont unanimement condamné la violence de la répression du régime birman.

Néanmoins, le régime militaire birman n'a pas démontré jusqu'à présent sa volonté d'initier un dialogue significatif pour la réconciliation nationale, et il reste à trouver des mesures efficaces pour que les généraux engagent une réelle coopération. C'est pour cela que cette campagne mondiale a été lancée, afin que les citoyens de tous les pays du monde exigent de la communauté internationale une action pour la libération immédiate et inconditionnelle de tous les prisonniers politiques.

Les objectifs de la campagne sont les suivants :

- Promouvoir une prise de conscience sur la situation en Birmanie
- Souligner les violations permanentes des droits de l'homme commises par le SPDC
- Mobiliser les citoyens pour des actions de masse
- Réussir des actions efficaces auprès de l'ONU pour la libération des prisonniers politiques
- Continuer à exercer une pression internationale concrète sur le SPDC

Que peuvent faire les citoyens français pour soutenir votre cause ?

Il y a plusieurs actions simples que chacun d'entre vous peut faire très facilement, comme par exemple signer la pétition, la faire circuler autour de vous, et parler de la situation en Birmanie.

Vous pouvez par ailleurs aider Info Birmanie en devenant bénévole ou en les soutenant financièrement. Pour soutenir directement l'AAPPB, si vous avez un peu d'argent, nous recevons très volontiers des dons, qui permettent d'aider les prisonniers politiques ; et chaque année nous accueillons également des bénévoles du monde entier qui viennent à Mae Sot pour quelques semaines nous aider dans les domaines de traduction, communication, et aussi de gestion de l'association.

L'Association d'Assistance des Prisonniers Politiques Birmans — AAPPB



Créée il y a maintenant dix ans, l'Association d'Assistance des Prisonniers Politiques Birmans (AAPPB) est composée exclusivement d'anciens prisonniers politiques. Ensemble, ils œuvrent à informer l'opinion publique et les médias internationaux quant au sort réservé aux prisonniers politiques toujours détenus en Birmanie, dont le nombre ne cesse de croître. AAPPB soutient également les familles de prisonniers dans la mesure de ses moyens.

En soutien à l'action de l'AAPPB, nos confrères belges d'Actions Birmanie avaient aidé à la création du site web d'AAPPB – une façon concrète et efficace de venir en aide aux organisations birmanes.

Pour plus d'informations : <http://www.aappb.org>

Evénements

Participation d'IB à la journée internationale des femmes

Mercredi 4 mars, Info Birmanie a été invité à l'Hôtel de ville de Paris pour la cérémonie annuelle de la journée internationale de la Femme. Anne Hidalgo, première adjointe, Fatima Lalem, adjointe chargée de l'égalité femme / homme ainsi que de nombreux conseillers de la mairie ont été à l'initiative de cette soirée très panachée puisqu'elle rassemblait le monde des arts (théâtre, chanson), le monde politique (maire, député, conseillers municipaux) et celui du militantisme associatif.

La Mairie de Paris tenait à offrir un témoignage de la situation des femmes dans le monde, et Info Birmanie a ainsi pu informer en quelques minutes l'assemblée présente de la condition d'Aung San Suu Kyi, figure de résistance en Birmanie. Son courage a déjà été reconnu par la ville de Paris puisqu'Aung San Suu Kyi a été faite citoyenne d'honneur en 2004, et Mme Fatima Lalem s'était déplacée en décembre dernier pour la manifestation au Trocadéro, où elle avait personnellement exprimé sa solidarité.

Il est important également de rappeler que, de manière moins visible, des millions de femmes birmanes luttent pour le droit d'exister dans la dignité et pour faire respecter leurs droits. Leur détermination et leur courage sont remarquables. La répression ne fait pas de discrimination : on dénombre aujourd'hui 190 femmes prisonnières politiques.

Un appel a donc pu être lancé à la mobilisation générale, pour soutenir les associations de femmes birmanes qui réalisent un travail formidable dans le renforcement des capacités locales et dans la dénonciation des crimes, et surtout, pour appeler à la libération immédiate d'Aung San Suu Kyi.

Chronique littéraire

Le Châtiment des rois

Ce mois-ci est sorti cet ouvrage qui revient sur les événements de mai 2008, lorsque le cyclone Nargis avait dévasté la Birmanie, et plus particulièrement le delta de l'Irrawaddy, un drame sans précédent de mémoire d'homme entraînant la disparition de 140.000 Birmans. Ces chroniques, fruit d'une enquête minutieuse, rapportent toute l'étendue du drame, à force de chiffres, de faits et de témoignages recueillis auprès de survivants, de nombreux acteurs de la société birmane, de responsables d'ONG et de l'ONU.

L'incurie des autorités centrales, les barrages et entraves faits au travail des ONG et des opérations de solidarité y sont ainsi révélés de façon patente. Il y eut aussi un formidable élan de solidarité civile, quand des citoyens moins touchés par le cyclone organisent des opérations d'aide d'urgence. Ce qui rend l'inertie du gouvernement plus flagrante et déplaît fortement au régime qui rétorque de façon cinglante. Des distributions sont alors empêchées au motif qu'elles font du sinistré un mendiant. Parmi eux, une célébrité, l'acteur et humoriste Zarganar organise, avec l'aide d'un ami journaliste, des distributions de vivres ; arrêtés par les autorités, tous deux purgent depuis une lourde peine de prison.

Il retrace aussi les errances diplomatiques, les bêtises commises par les Etats-Unis (Laura Bush qui annonce que son pays viendra en aide à la Birmanie mais en refusant catégoriquement toute collaboration avec le gouvernement) ou encore les élucubrations de Bernard Kouchner invoquant le R2P (Responsabilité de protéger) pour motiver une ingérence de l'ONU brouillent les pistes et complexifient d'autant plus la réponse à cette crise humanitaire majeure.

Et puis surtout, le recueil de nombreux témoignages font sortir les sinistrés de l'anonymat du chiffre, leur redonne histoire et identité. Il collecte des récits précis montre le rôle prépondérant des moines qui recueillirent et abritèrent les sinistrés ; les tartufferies du gouvernement qui organise des événements médiatiques pour s'attribuer le mérite d'opération montés par des citoyens, mais aussi le rôle précieux joué par certains individus (fonctionnaires de l'administration, responsables locaux) qui ont grandement facilité le déploiement de l'aide étrangère et permis d'éviter le pire.

Un regret pourtant : l'auteur occulte le rôle tenu par l'opposition dans l'organisation des secours et les importantes levées de fonds au sein du mouvement démocrate en exil.

Le titre intrigant « le châtiment des rois » se trouve expliqué dans l'ouvrage, laissons le lecteur le découvrir...

Thierry Falise, journaliste et photographe, n'en est pas à son premier opus sur la Birmanie, il a déjà à son actif le très remarqué Aung San Suu Kyi, le jasmin ou la lune. Le châtiment des rois revient au moment où l'attention médiatique est retombée sur cet épisode tragique de l'histoire birmane qui avait suscité la stupéfaction et l'indignation du monde entier.

Lecture vivement recommandée





74, rue Notre Dame des Champs

75006 Paris

Tél: 01 46 33 41 62

www.info-birmanie.org/

Mail: info_birmanie@yahoo.fr

« Usez de votre liberté pour
promouvoir la nôtre »
Aung San Suu kyi



Info Birmanie est une association loi 1901 à but non lucratif. En étroite collaboration avec des membres de l'opposition démocrate birmane en France et à l'étranger, Info Birmanie entend promouvoir la paix, la démocratie et les droits de l'homme en Birmanie.

Nos actions en France visent à :

Valoriser auprès du gouvernement français et l'Union européenne le modèle politique alternatif porté par le mouvement démocrate birman ;

Alerter les institutions françaises et européennes des violations des droits de l'homme perpétrées par le régime birman ;

Sensibiliser la population française sur la situation politique, économique et sociale en Birmanie en organisant des manifestations publiques, des conférences, des débats, des projections et des événements culturels.

*Rejoignez Info-Birmanie en devenant bénévole,
de manière ponctuelle ou régulière :*

Vous voulez agir, vous rendre utile en participant à nos actions de sensibilisation sur le pays lors des manifestations, salons ou autres manifestations publiques ainsi qu'à promouvoir nos campagnes et pétitions ;

Proposer et développer des projets, des événements ou autres opérations de sensibilisation et d'information en étroite collaboration avec notre coordinatrice

Faire partager votre expérience, vos compétences en contribuant à produire de l'information francophone sur la Birmanie et le mouvement démocratique birman dans la newsletter, sur le site Internet ou contribuer à d'autres dossiers thématiques ;

Contactez Sarah ou Isabelle
au 01 46 33 41 62 ou par mail
info_birmanie@yahoo.fr